

ETHICAL PORTFOLIO: "GLOBALIZING CONTAMINATIONS".

Créé par Massimo Briani.

Ce portfolio photographique intitulé "GLOBALIZING CONTAMINATIONS" figurait parmi les finalistes du prix international PORTFOLIO SIFEST 2018 (Italie). C'est un projet photographique qui est le résultat d'une période d'un mois vécue en Afrique du Kenya à la Tanzanie. Dans les années 50 et 60, les puissances coloniales européennes ont progressivement cessé d'administrer leurs territoires africains. Le processus de «décolonisation apparente» a conduit au départ progressif de tout le personnel expatrié des nations colonisatrices: administrateurs, soldats et tous ceux qui s'étaient installés dans la «colonie». Ce processus a favorisé la création d'États indépendants et a ouvert la voie à de nouvelles influences étrangères sur celles des puissances coloniales. Les importantes ressources minérales présentes sur tout le continent africain combinées à une agriculture orientée vers l'exportation en font un continent particulièrement soumis à la spéculation des influences étrangères. Ces influences spéculatives peuvent être de nature très variée: elles peuvent concerner la présence de directeurs et d'administrateurs aux plus hauts rangs politiques mais aussi la création de multinationales, d'organisations gouvernementales et non gouvernementales. Au fil du temps, la langue et la religion sont devenues de dangereux vecteurs d'influence étrangère. Ainsi, après quelques années de vie en Afrique, j'en suis venu à me demander: "Comment le rayonnement des pays européens a-t-il évolué après la décolonisation face à l'émancipation des pays africains et à la concurrence de nouvelles puissances?" La décolonisation conduit à une diminution de l'influence européenne en Afrique. Dans les années 50 et 60, les puissances européennes ont progressivement accordé l'indépendance à leurs colonies dans divers contextes. Dans certains pays, notamment dans les colonies britanniques comme l'Afrique du Sud, il s'agit d'un processus d'émancipation d'États déjà autonomes dans leur administration interne. Dans d'autres cas, le changement est plus radical: dans des colonies comme l'Algérie, plusieurs millions de personnes commencent un exil inexorable dans la banlieue française. Pourtant, dans les «anciennes colonies», l'enracinement de la langue, de la religion et même des lois de la nation colonisatrice reste important. La transmission de cette «culture» peut s'expliquer par des raisons évidentes de facilité de communication et de standardisation dans les «empires coloniaux», mais ce prosélytisme ne se limite pas à un objectif pratique ou commercial. En effet, certains pays européens, à commencer par la France, pensaient avoir une «mission civilisatrice». Dans son discours à la Chambre des députés du 28 juillet 1885, Jules Ferry dit que "les nations européennes s'acquittent largement, avec grandeur et honnêteté, de ce devoir suprême de civilisation". De nombreux missionnaires commencent à évangéliser des populations africaines entières et aujourd'hui 60% des habitants de l'Afrique subsaharienne sont chrétiens. La construction d'écoles a répandu les langues européennes si bien que les langues officielles des pays africains sont devenues au fil du temps celles des colonisateurs: anglais, français, allemand, portugais, etc. Conscients de l'endoctrinement culturel, les anciens colonisateurs cherchent à perpétuer cette influence à travers les organisations internationales. Le «Commonwealth» par exemple, créé en 1931, regroupe la plupart des États de l'ancien empire colonial britannique. Cette organisation compte 19 pays africains participant aux réunions des chefs de gouvernement qui ont lieu tous les deux ans, ainsi qu'aux "Jeux du Commonwealth". C'est ainsi que la France a également créé l'«Organisation internationale de

la francophonie» qui comprend pas moins de 24 pays africains. Cette installation possède des bureaux dans de nombreux pays mais son siège est à Paris. La France est le principal contributeur financier de l'organisation, représentant près de la moitié de son budget. Ainsi, malgré l'égalité de principe entre les membres, la France et le Royaume-Uni occupent une place privilégiée au sein de leurs organisations respectives, ce qui montre que ces structures sont bien des vecteurs d'influence pour eux.

Les pays africains sont de plus en plus dépendants de leurs anciennes colonies sur le plan économique. Le franc CFA a été introduit par la France en 1945 et est utilisé par 14 pays africains répartis en deux zones: l'UEMOA et la CEMAC. Au-delà du nom hérité de l'époque coloniale, le franc CFA est en fait un instrument d'influence puisqu'il est à parité fixe avec l'euro et sa convertibilité est assurée par le Trésor français. Les billets en francs CFA sont également imprimés en France. Une nouvelle monnaie appelée «Eco» devrait remplacer le franc CFA dans plusieurs pays, mais elle devrait également être adossée à l'euro, qui maintiendrait ses utilisateurs dépendants de la France et de la zone euro. De plus, les pays colonisateurs exploitent les nombreuses matières premières du continent en établissant des relations commerciales inégales avec leurs colonies. Il s'agit de produire des matières premières telles que des produits agricoles, des minéraux ou des hydrocarbures en échange de produits manufacturés. Ce schéma se poursuit largement et des groupes pétroliers européens tels que BP (britannique), Total (français) ou Shell (néerlandais) sont toujours implantés sur tout le continent. Nous pouvons ajouter des entreprises d'autres secteurs comme Orange pour les télécommunications ou Nestlé pour l'industrie alimentaire. Enfin, certains pays d'Afrique du Nord reçoivent d'importants investissements directs étrangers de la part de groupes européens. Ces derniers s'implantent dans cette région pour bénéficier d'une main-d'œuvre à faible coût et de coûts et délais de transport réduits. Par exemple, le groupe Renault a mis en place une usine pour sa marque low-cost Dacia à Tanger au Maroc. Par conséquent, malgré le déclin de l'influence européenne dont nous avons parlé dans la première partie, les Européens conservent une influence importante. En colonisant l'Afrique pendant plusieurs décennies, ils ont enraciné leur culture dans leurs colonies et créé une dépendance économique. Conscients de cet héritage, ils ont créé des organisations internationales pour maintenir la proximité culturelle avec leurs anciennes colonies. Les pays émergents, dont la Chine, l'Inde et le Brésil, développent également leur «stratégie africaine». Cette stratégie vise à exploiter les ressources naturelles du continent et même à ouvrir de nouvelles opportunités d'exportation. Au cours de sa présidence de 2003 à 2011, Lula Da Silva a cherché à renforcer ses relations avec l'Afrique. Il a effectué pas moins de 11 voyages sur le continent et ouvert plusieurs ambassades, s'appuyant notamment sur la proximité avec les pays lusophones. La Chine, pour sa part, ne peut se vanter d'une proximité historique, mais n'utilise pas des instruments économiques et financiers moins convaincants. Le pays finance en effet de nombreuses infrastructures, comme le train électrique éthiopien d'Addis-Abeba à Djibouti, via des prêts ou l'accès à des gisements de matières premières. L'Inde étend également son influence sur le continent et peut compter sur une diaspora établie de longue date en Afrique de l'Est. Enfin, la Russie semble vouloir faire un retour dans la région, comme en témoignent les accords de coopération économique signés en 2017 avec le Soudan. Par conséquent, les pays dits émergents rivalisent avec l'influence occidentale en Afrique. Ces pays proposent des accords sans obligation de respecter les «droits de l'homme» qui peuvent être considérés comme moins intrusifs que les accords

occidentaux. De plus, les régimes les plus autoritaires des pays émergents attirent certains pays, qui y voient un gage de stabilité alors que leurs démocraties sont souvent instables et en proie à la corruption.